

NOTE D'INFORMATION

LA MINUSCA REAFFIRME SON IMPARTIALITE ET SON ENGAGEMENT A SOUTENIR LES CENTRAFRICAINS

Bangui, le 17 août 2016 - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a réitéré mercredi son impartialité de la MINUSCA et sa volonté d'accompagner les autorités centrafricaines vers le renforcement de l'état de droit et la lutte contre l'impunité. « La MINUSCA est impartiale et son seul agenda c'est d'assister les autorités centrafricaines dans cette phase de stabilisation, à travers des mesures fortes telles que le DDRR, la Réforme du secteur de sécurité et la réconciliation nationale », a déclaré le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission.

Monteiro s'exprimait sur l'affaire du convoi d'hommes lourdement armés qui ont quitté PK5, vendredi soir, et dont l'avancée a été stoppée par les casques bleus de la MINUSCA à 50 km de Sibut. Selon le porte-parole, la MINUSCA a remis aux autorités centrafricaines sept des 11 individus interpellés lors de l'opération tandis que quatre sont soignés à l'hôpital de la MINUSCA, à la demande du Procureur de la République. « Ils seront remis aux autorités centrafricaines dès que leur état le permettra », a ajouté Monteiro.

Le porte-parole a catégoriquement rejeté les accusations selon lesquelles la MINUSCA a aidé les leaders de ce groupe à s'enfuir après les avoir arrêtés. « Ces informations sont complètement fausses. Ce serait en contradiction avec notre mandat selon lequel la Mission concourt au rétablissement et au maintien de la sécurité publique et de l'état de droit, notamment en arrêtant et en remettant aux autorités centrafricaines, les personnes responsables de graves atteintes aux droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire afin qu'elles puissent être traduites en justice », a dit Monteiro, en ajoutant que la MINUSCA est une force de bien qui a été établie en Centrafrique pour aider les Centrafricains à retrouver la paix et la stabilité.

Sur le pré-DDR, le porte-parole a annoncé que le nombre des ex-combattants adhérant au processus continue d'accroître avec l'enregistrement de 114 combattants supplémentaires dans les villes de Bouar, Bria et Ndélé. Ce chiffre porte à 3.387 le nombre total des ex-combattants enregistrés depuis le

l'homme, Monteiro a indiqué que des groupes armés et certains agents des forces de l'Etat seraient responsables des 30 incidents de violations et abus des droits de l'homme enregistrés au cours de la semaine écoulée. Ces violations ont fait au moins 76 victimes.

Eu égard à la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire, le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Ibrahim Al Moustapha a noté qu'elle est calme dans l'ensemble mais reste volatile notamment avec la fuite de certains leaders Séléka en fin de semaine dernière. Dans toutes les régions, notamment dans les points sensibles, la Force continue de suivre les mouvements des groupes sur le terrain et se prépare en conséquence afin de protéger la population. Le Lieutenant-Colonel Al Moustapha a aussi fait savoir que dans le cadre de l'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat, 767 véhicules commerciaux ont été escortés au cours de la semaine écoulée sur les trois principaux axes qui desservent la capitale.

De son côté, le porte-parole de la police, le Lieutenant Salifou Konseiga a fait état des infractions de droit commun et des cas de violation des droits de l'Homme. Des enquêtes ont été ouvertes afin d'élucider ces cas. Les forces internationales, en collaboration avec les forces de sécurité intérieures, sont déployées dans plusieurs points stratégiques pour assurer la sécurité des populations. Le lieutenant Konseiga a d'autre part indiqué qu'un test de sélection de la police centrafricaine a eu lieu du 9 au 11 août en vue de la constitution de deux sections d'intervention des Forces de Sécurité Intérieure. Le même exercice sera conduit à la fin du mois en cours pour la Gendarmerie nationale. Enfin, le lieutenant Konseiga a annoncé que les unités de police constituées du Cameroun basées à Bangui et à Bouar, arrivées au terme de leur mission, seront relevées le 15 septembre.